*Modèle AP 16-01 (mis à jour le 24 juillet 2012)*

**NOM COLLECTIVITE**

**Haute-Savoie**

**arrete DE MISE EN DETACHEMENT POUR ACCOMPLIR UN STAGE DANS UNE AUTRE COLLECTIVITE ou une autre administration**

**Le Maire** (ou **le Président**) de ……………………………………………….,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale,

Vu l’arrêté en date du …./…./…….., classant l’agent au …° échelon du grade de ………., IB… IM …. avec une ancienneté de …………………..,

Vu le courrier en date du …./…./……. de ………..(*préciser collectivité ou administration*), précisant son intention de recruter M………………..,

Considérant que M……………. est inscrit sur liste d’aptitude au grade de ……. à effet du ……… établie par ….. (*préciser l’autorité organisatrice du concours*),

# ARRETE

**Article 1er -** M.......................... est détaché (e) pour effectuer un stage d’une durée de …… à compter du ………………. auprès de ……………… (*préciser* *collectivité ou administration)*

**Article 2** – Si M…………….. n’est pas titularisé (e) en fin de stage, il (*ou elle*) sera réintégré(e) dans sa collectivité et son grade d’origine.

Article 3 *-*  Le Directeur Général des Services (Le Secrétaire de Mairie)est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé*(e)*, et adressé en copie au Président du Centre de Gestion, et au Comptable de la collectivité.

Fait à .............................., le .......................

Le Maire

*(ou le Président)*

*Le Maire (ou le Président) certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe l’agent que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.*

Notifié le .....................................

*Signature de l’agent :*